

La rentrée en force des classes-conteneurs

« Ces implantations d'urgence ne peuvent s'installer indéfiniment sans rogner sur l'espace vital des élèves. » **Alain HUTCHINSON**

1 250 nouvelles places « en kit » au moins s'ajoutent en cette rentrée scolaire.

Classes conteneurs, pavillons, modules. Jamais autant d'enfants qu'en cette rentrée n'auront été confrontés à ces classes préfabriquées.

• Catherine ERNENS

« **A**u printemps, on meurt de chaud. En automne, on grelotte. Et toute l'année, on a la migraine à cause du bruit. Et puis, le pavillon a été placé sur un parking assez loin du reste de l'école », rapporte une institutrice qui vient de passer trois années dans une classe modulaire pendant que les nouveaux bâtiments scolaires soient construits. « Les modules derniers cris sont au contraire plus confortables que nos vieilles salles de classe, mieux insonorisés et climatisés », rétorque un instituteur qui en garde un excellent souvenir. « Le seul vrai problème est symbolique. Une classe mobile, ça fait camping et provisoire. Ce n'est pas idéal. »

Des milliers d'enfants prendront aujourd'hui place dans une de ces classes en kit. Les pavillons sont de plus en plus nombreux, surtout à Bruxelles où 800 nouvelles places en « module » s'ouvrent ce 1^{er} septembre. En Wallonie, il s'agit de 450 nouvelles places.

A la rentrée prochaine, en 2015, 2400 de ce type seront créées et 1700 en Wallonie.

À Bruxelles, plus qu'en Wallonie, c'est une question de sur-

« Le seul vrai problème est symbolique. Une classe mobile, ça fait camping et provisoire. Ce n'est pas idéal. »

vie face au choc démographique et au nombre d'enfants entre 5 et 10 ans qui a explosé. À l'école Don Bosco, à Woluwe-Saint-Lambert, dix pavillons, financés grâce au plan d'aide de l'ancien ministre Nollet, s'ajouteront aux trois déjà

présents, achetés sur fonds propres. « Là, la situation s'y prête parce qu'il y a un terrain de foot disponible pour placer les modules. Mais dans certains coins, ça empiète sur la cours de récré et il faut y renoncer », explique le porte-parole du SeGEC, le se-

crétariat de l'enseignement catholique.

À Saint-Gilles, quasiment pas de classes conteneurs. « Ces implantations d'urgence ne peuvent s'installer indéfiniment sans rogner sur l'espace vital des élèves. Ce n'est pas le tout d'ouvrir des classes : il faut aussi accueillir les

élèves supplémentaires », explique Alain Hutchinson, échevin PS. Pas le choix, donc. Saint-Gilles a réquisitionné les bâtiments communaux pour y installer les élèves en manque de classe, ce qui est la phase 3 du Plan « écoles en chantier ». « Le plan Nollet nous aide surtout dans l'achat de matériel. C'est un appui important, mais ce n'est qu'un emplâtre sur une jambe de bois », dénonce l'échevin.

Le SeGEC, lui, se réjouit de l'arrivée des pavillons. « C'est une première réponse au grave problème de bâtiments scolaires.

Et nous sommes contents que le nouveau gouvernement ait prévu un second plan de 20 millions qui bénéficiera aussi à tous les ré-

seaux. Ce n'était pas gagné », souligne le porte-parole de l'enseignement libre.

Les classes conteneurs ont mauvaise réputation. Mais il en existe de très bonne qualité désormais. Il en existe de deux sortes. Les modules provisoires servent le temps que les bâtiments « en dur » sortent de terre ou soient rénovés. Mais il existe aussi des modules « semi-fixes » qui servent un temps assez long, par exemple quand il n'y a pas de projet en cours de construction mais que l'école manque de place.

Ce seront surtout des enfants du primaire qui trouveront place ce 1^{er} septembre dans des pavillons. Et c'est logique. Ce sont eux qui sont en « sur-nombre » aujourd'hui. Mais si les bâtiments scolaires du secondaire ne s'agrandissent pas dès maintenant pour les accueillir, les mêmes risquent de se retrouver à nouveau dans des classes en kit dans quelques années. ■

Un phénomène en hausse

On les appelle les classes modulaires, les pavillons ou encore (mais c'est un peu péjoratif) les classes conteneurs. De tels locaux en préfabriqué ont encore

été posés ces derniers jours, pile avant la rentrée. Et, pour faire face à des situations d'urgence et de manque de place, des écoles pourraient encore en mettre en place dans les jours à venir, à Bruxelles.

La nouvelle ministre de l'Enseignement, Joëlle Milquet (cdH) a ainsi notifié qu'à partir du samedi 30 août les écoles pourront encore augmenter leur nombre de places, mais l'augmentation est limitée à

2 %. Il est plus probable que les écoles choisiront de mettre plus d'élèves dans une même classe plutôt que de se procurer un pavillon, une démarche plus lourde et coût-

teuse.

Toujours est-il que, pour l'heure, le service général des bâtiments est en peine de recenser le nombre exact de pavillons ou d'écoles qui en utilisent. La seule donnée cer-

taine, qui nous est confirmée, c'est que le nombre est en pleine augmentation. Et, à la rentrée prochaine, le phénomène ira encore à la hausse. La mise en place de pavillons modulaires fixes est prévue

pour créer 225 nouvelles places dans le secondaire à Bruxelles et 475 en Wallonie.

Ces places «en kit» s'ajouteront aux 1 250 nouvelles places de cette année. Et il faudrait ajouter les pa-

villons déjà installés qui continueront à jouer leur fonction le temps d'une autre solution ou... le temps qu'ils soient usés. ■ **C.Frn.**

Le module pour pousser les murs

Les modules s'imposent comme une solution de facilité et de fiabilité lorsqu'une école se sent à l'étroit.

● Emmanuel HUET

«**O**n équipe environ une quinzaine d'écoles.»

Les modules conteneurs rognent de plus en plus les superficies disponibles dans les écoles mais permettent, surtout, aux enfants et aux enseignants de bénéficier d'un cadre de travail de qualité. Monique Trine est général manager chez Lovema. La société wanzoise est spécialisée dans la construction modulaire.

En cette période de rentrée scolaire, les demandes de prix affluent.

«Cela a commencé en mai. On en a eu pas mal en juin. Et en

août, on a fait 4 à 5 offres par jour. Pour le moment, on n'arrête pas !»

Les plus demandés sont les modules de 6 m/3 m. En assemblant deux conteneurs, on dispose ainsi d'un espace de 36 m² qui correspond aux exigences d'un cadre scolaire.

Quelles sont les écoles en attente de ce type d'extension ?

«Souvent des écoles de village. On n'a jamais eu d'école secondaire. Dans les écoles, les

modules se placent facilement : dans la cour, en face de l'école. L'avantage, c'est qu'aucun permis de bâtir n'est nécessaire.»

La société répond ainsi aux demandes spécifiques : où placer les portes, les fenêtres, quel type d'équipement...

«Parfois, on place même les tableaux noirs. On sait aussi mettre un WC, un lave-mains.

On a aussi configuré un module pour en faire un dortoir dans une école gardienne. On avait aussi prévu un espace pour la table à langer.»

En moyenne, les modules sont loués un an. Mais il y a des exceptions. Comme cette école de Montignies qui loue des conteneurs depuis 2006. À environ 200 € de location mensuelle, ces solutions

doivent être provisoires avant la construction d'une véritable extension de l'école. «Il y a deux raisons pour lesquelles on loue des modules : en grande partie parce que l'école est trop petite et qu'elle doit accueillir de nouveaux élèves. Ou dans le cas de rénovation de bâtiment.»

Destinés aux chantiers

Mais au-delà du cadre scolaire, la société loue ses modules pour les chantiers, les festivals, lors de rénovation de commerces ou de pharmacie.

«Au départ, nous étions une société de travaux publics. Sur un chantier, un ouvrier avait amené sa roulotte pour pique-niquer à midi. Et c'est ainsi que l'histoire a démarré...» ■